

PREFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement Centre

Bourges, le 24 juin 2013

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSEES

SA ENTREPRISE CASSIER

Commune de VILLENEUVE SUR CHER

Rapport de l'Inspection des Installations Classées à Madame le Préfet du Cher

Objet : Demande de mutation et de modifications des conditions d'exploitation de la carrière de sable et graviers, et des installations de traitement des matériaux, sise au lieudits « Les Augerets » et « La Grande Pièce » sur le territoire de la commune de VILLENEUVE SUR CHER.

Par lettre en date du 3 décembre 2012, Monsieur Eric LANGLET, agissant en qualité de président du directoire de l'Entreprise Cassier, dont le siège social est situé Rue du Chemin de Fer à Argent sur Sauldre - 18410 – sollicite une demande de changement d'exploitant ainsi que des modifications des conditions d'exploitation de la carrière de sable et graviers et des installations de traitement des matériaux, sise au lieudits « Les Augerets » et « La Grande Pièce » sur le territoire de la commune de Villeneuve sur Cher. Cette demande a été complétée le 13 mai 2013.

1 : PRESENTATION DE LA CARRIERE.

Actuellement le titulaire de l'autorisation d'exploiter ce site est la société RENOROUTE, pour laquelle l'arrêté préfectoral d'autorisation a été délivré le 25 mai 2009 pour une durée de 10 ans soit jusqu'au 25 mai 2019. Ce délai a été prolongé, par courrier du préfet du Cher en date du 3 août 2012, jusqu'au 9 mai 2021 afin de prendre en compte les délais de réalisation des opérations de diagnostics archéologiques. Cette prorogation de délai a été notifiée à l'exploitant, en regard de l'article L 515-1 du Code de l'Environnement qui stipule en particulier que : « *La durée nécessaire à la réalisation des diagnostics et des opérations de fouilles d'archéologie préventive interrompt la durée d'exploitation de la carrière fixée par l'arrêté d'autorisation ou d'enregistrement.* »

L'emprise autorisée représente une superficie totale de 20ha 63a 65ca, pour une surface exploitable de 12ha 08a 31ca. Cette surface a été ramenée à 7ha 86a 57ca du fait de la zone gelée par la découverte de vestiges archéologiques découverts lors des fouilles prescrites par arrêté préfectoral de monsieur le préfet de région.

PJ : plan de localisation
schéma de remise en état
projet d'arrêté préfectoral
Copie à : DREAL Centre-SEIR

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30
Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10
6, Place de la Pyrotechnie – CS 70004
18021 Bourges Cedex
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



La quantité maximale autorisée de matériaux extraits annuellement est de 50 000 tonnes. Les installations de traitement des matériaux sont autorisées pour une puissance totale de 160 kW.

La remise en état est un plan d'eau dont une partie est remblayée par les stériles de découverte.

L'extraction sera réalisée en eau à la pelle mécanique. Les matériaux seront ensuite traités dans l'installation de lavage. Ils seront évacués par camions vers Bourges et son agglomération (centrales à béton et clients diffus).

Un extrait de carte au 1/100 000 localisant le site est joint au présent rapport (annexe 1).

2. PRESENTATION DE LA DEMANDE.

2.1 LE CHANGEMENT D'EXPLOITANT.

La SA ENTREPRISE CASSIER a racheté, en novembre 2012, cette carrière à la SARL RENOROUTE. Elle exploite des carrières dans le département du Cher depuis de nombreuses années. Actuellement elle dispose de 3 carrières en cours d'autorisation : deux sur le territoire de la commune de Brinon sur Sauldre et une sur la commune d'Ennordres. Elle exerce également dans le domaine des travaux publics et du béton prêt à l'emploi.

Le dossier comporte :

- une attestation de la SARL RENOROUTE autorisant la SA ENTREPRISE CASSIER à déposer un dossier de changement d'exploitant pour l'arrêté préfectoral sus visé,
- une attestation de la SA ENTREPRISE CASSIER stipulant qu'elle dispose de la maîtrise des terrains,
- un extrait Kbis de la SA ENTREPRISE CASSIER stipulant, en particulier, l'activité d'exploitation de carrières,
- un courrier du propriétaire des terrains et du maire de la commune de Villeneuve sur Cher stipulant leurs accords sur les conditions de remise en état du site, suite à la diminution de la surface exploitable,
- une attestation de la banque précisant que « *la SA ENTREPRISE CASSIER a, jusqu'à ce jour, dans le cadre de ses rapports bancaires, toujours honoré ses engagements à notre égard, et fait face aux paiements enregistrés dans nos livres avec régularité et ponctualité* ».

On notera que la SA ENTREPRISE CASSIER a été rachetée par la société LIGERIENNE DE GRANULATS. Il s'agit d'une société qui exploite de nombreuses carrières en région Centre.

L'expérience de la SA ENTREPRISE CASSIER dans l'exploitation des carrières, y compris dans la remise en état, et le personnel et le matériel dont elle dispose, permet de considérer que cette société dispose des capacités techniques requises pour ce genre d'activité.

2.2 LES MODIFICATIONS DES CONDITIONS D'EXPLOITATION.

Si la superficie totale de la carrière reste inchangée, la surface exploitable, qui était de 12ha 87a 03ca est maintenant de 7ha 86a 57ca, compte tenu de l'emprise des fouilles archéologiques.

La SA ENTREPRISE CASSIER a fourni dans le dossier un nouveau plan de phasage (une phase de 5 ans et une phase de 4 ans) ainsi qu'un nouveau calcul des garanties financières.

Le montant de référence des garanties financières est établi, conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, et n'appelle pas de remarque de notre part. Les garanties financières sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Compte tenu de la découverte de vestiges archéologiques, la configuration du plan d'eau prévu pour la remise en état finale aura une morphologie différente de celle annexée à l'arrêté préfectoral de 2009 (voir annexe 2).

Ce plan d'eau résiduel aura une superficie de 17,5ha au lieu des 18,7ha initialement prévus. La différence de 1,2ha est due à l'emprise des vestiges archéologiques. Il convient de rappeler que, si la surface du plan d'eau est supérieure à la surface autorisée objet du présent dossier, cette différence est due au fait que l'exploitant a choisi d'intégrer le plan d'eau d'une ancienne carrière, contiguë à celle ci et dont l'exploitation s'est terminée en 2001.

Le demandeur sollicite également une demande de modification de la cote absolue du fond de fouille. En effet l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter cette carrière stipule en son article III.4.c :

« Le carreau de la carrière aura pour cote minimale 114 m NGF. »...

...« L'extraction aura lieu à une profondeur maximale de 7 m par rapport au niveau naturel des terrains (5,5 m en moyenne). »...

Il s'avère que ces cotes sont issues du dossier de demande d'autorisation et comportent une erreur dans les termes employés en page 14 du fascicule de demande. Le tableau qui y figure est le suivant :

| | |
|---|--------------|
| Epaisseur moyenne du gisement | 4m |
| Profondeur prévues par rapport au terrain naturel | minimale 4m |
| | maximale 7m |
| | moyenne 5,5m |
| Cote moyenne du site..... | 119,5m NGF |
| Cote maximale approximative du fond..... | 114m NGF |

Il résulte donc que la cote de 114 m n'est pas la cote maximale mais la cote moyenne approximative du fond de fouille.

Par ailleurs, la SA ENTREPRISE CASSIER a fait réaliser un relevé topographique de l'emprise du site avec un maillage de 20 mètres. Il en ressort que l'altitude moyenne du site n'est pas de 119,5 mNGF mais de 117,5 m NGF.

Ce constat peut être corroboré par la lecture des cartes IGN de 1996 et de 2007, sur lesquelles on remarque, dans le secteur du site considéré, une diminution des valeurs relevées entre ces deux années. Par ailleurs, sur la carte IGN 2007, le point situé à l'entrée de la voie d'accès à la carrière est de 122 m NGF alors que le géomètre a relevé 121,5 m NGF.

De ce fait, les termes du tableau ci dessus deviennent:

| | |
|---|--------------|
| Epaisseur moyenne du gisement | 4m |
| Profondeur prévues par rapport au terrain naturel | minimale 4m |
| | maximale 7m |
| | moyenne 5,5m |
| Cote moyenne du site..... | 117,5m NGF |
| Cote maximale du fond d'exploitation..... | 110,5m NGF |

En conséquence, le fond de fouille ne devra pas être à une cote inférieure à 110,5 m NGF.

3. SYNTHESE ET PROPOSITIONS.

Le dossier présenté comporte l'ensemble des éléments requis à l'article R 516-1 du Code de l'Environnement.

De l'étude de ce dossier, il apparaît que le nouvel exploitant dispose, pour l'exploitation de cette carrière à ciel ouvert de sable et graviers, des capacités techniques et financières, ainsi que de la maîtrise foncière.

Les modifications des conditions d'exploitation permettent d'actualiser le plan de phasage initial, ainsi que la morphologie du plan d'eau dans le cadre de la remise en état, en regard de la superficie exclue par la découverte de vestiges archéologiques.

Les modifications des conditions d'exploitation sollicitées ne constituent pas une modification substantielle, au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement, nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

La modification de la cote absolue du fond de fouille est issue d'une erreur dans le dossier de demande d'autorisation initial et d'une actualisation des relevés topographiques. Cette cote ne devra

pas être inférieure à 110,5 m NGF.

Compte tenu des éléments exposés ci avant, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Cher, d'autoriser le changement d'exploitant et les modifications des conditions d'exploitation prévues par le demandeur, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

Il convient de préciser que, le changement d'exploitant et les modifications des conditions d'exploitation ne seront effectifs qu'à compter de la fourniture de l'acte de cautionnement par la SA ENTREPRISE CASSIER, tel que le prévoit le projet d'arrêté préfectoral.

En application des articles R.516-1, R 512-31 et R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières – devra être consultée sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées

Signé

Vu et transmis avec avis conforme,
à monsieur le préfet du Cher,
Pour le directeur régional et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale du Cher et de l'Indre,

Signé



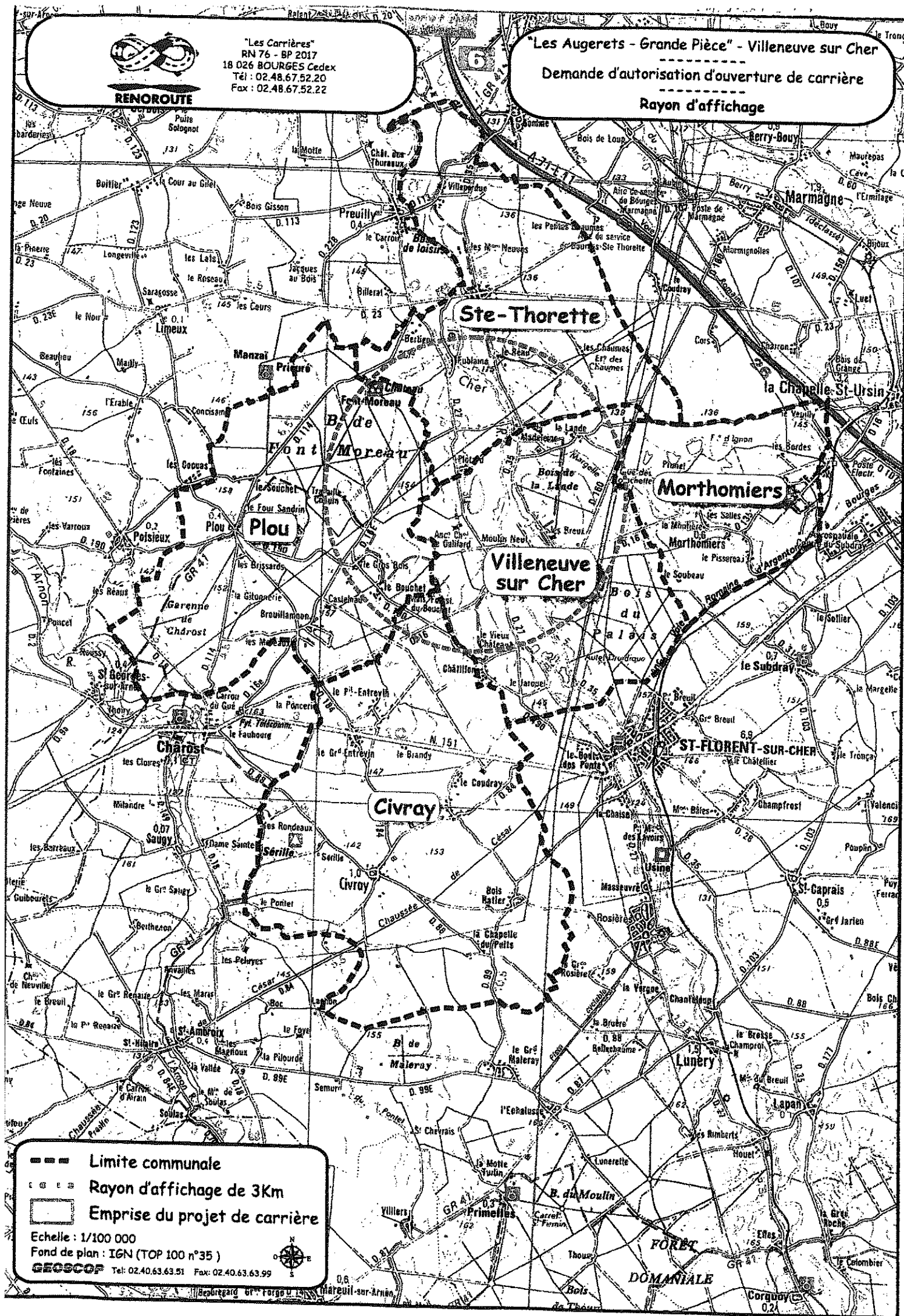
RENOROUTE

"Les Carrières"
RN 76 - BP 2017
18 026 BOURGES Cedex
Tél : 02.48.67.52.20
Fax : 02.48.67.52.22

"Les Augerets - Grande Pièce" - Villeneuve sur Cher

Demande d'autorisation d'ouverture de carrière

Rayon d'affichage



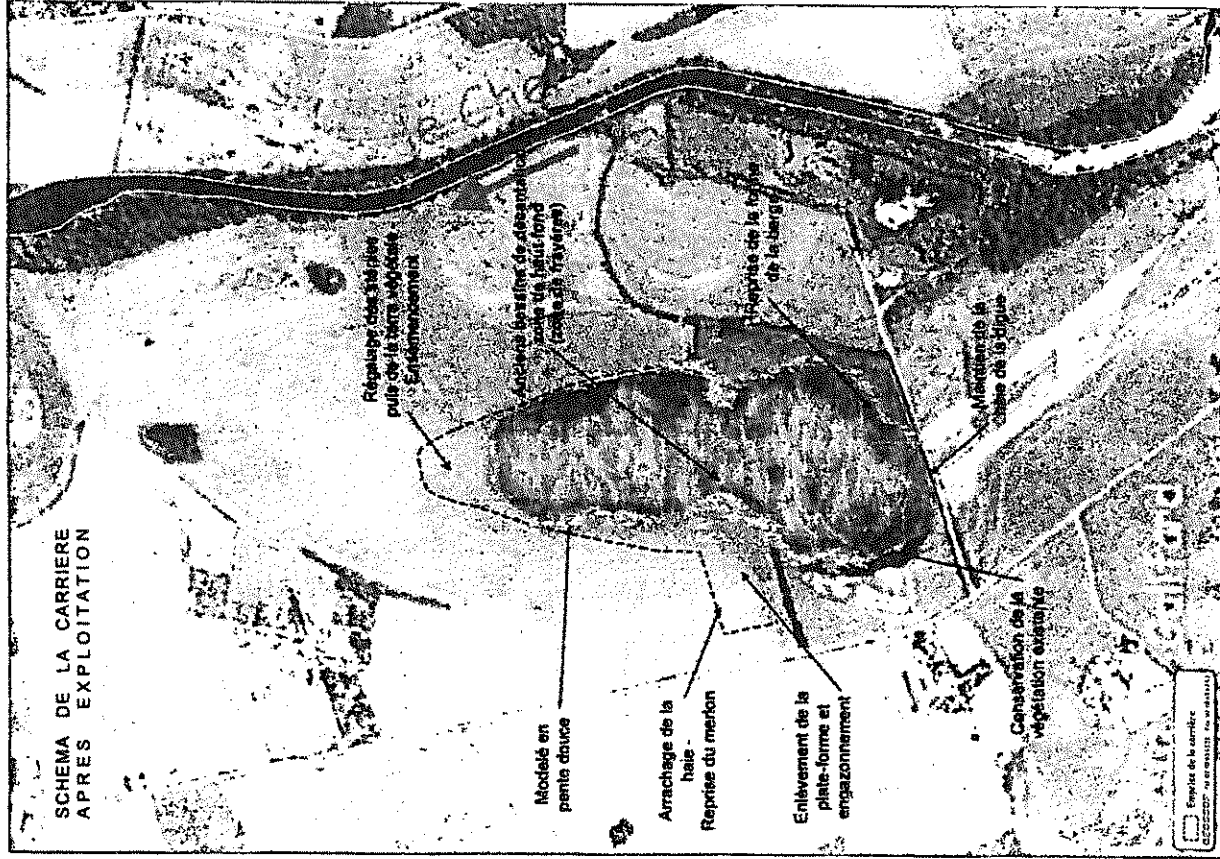
- Limite communale
- Rayon d'affichage de 3Km
- Emprise du projet de carrière

Echelle : 1/100 000

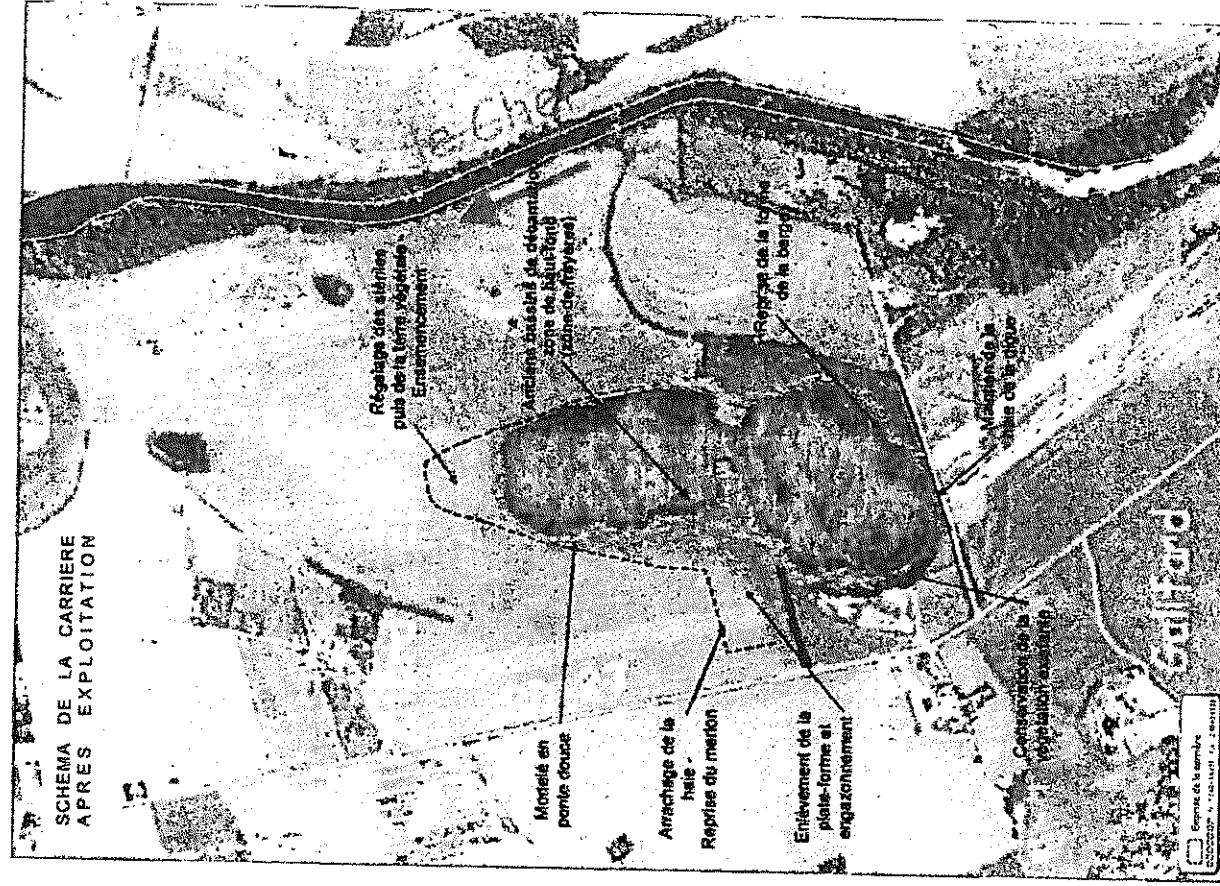
Fond de plan : IGN (TOP 100 n°35)

GEOSCOF Tel: 02.40.63.63.51 Fax: 02.40.63.63.99





Plan de remise en état actuel (annexé à l'Arrêté Préfectoral)



Nouveau plan de remise en état projeté (établi sur la base du plan Ecce Terra de Mars 2006)